



CHAPITRE 137

CHAPTER 137

Loi concernant les commissions scolaires de ville de Saint-Joseph-d'Alma, de Naudville, de Riverbend et d'Ile Maligne

An Act respecting the school boards of the town of Saint-Joseph d'Alma, of Naudville, of Riverbend and of Ile Maligne

[Sanctionnée le 29 mars 1950]

[Assented to, the 29th of March, 1950]

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

HIS MAJESTY, with the advice and consent of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of Quebec, enacts as follows:

Défini-
tions:
"immeu-
ble";

1. Dans la présente loi,
a) le mot "immeuble" désigne toute propriété foncière sujette à l'imposition des taxes scolaires, y compris les constructions et améliorations qui y sont apportées;

"évaluation
municipale";

b) les mots "évaluation municipale" désignent l'évaluation des propriétés foncières qui a été faite par ordre des autorités municipales.

Taxe sco-
laire spé-
ciale.

2. Il est imposé, pour chacune des trois années financières scolaires qui suivront l'entrée en vigueur de la présente loi, sur les immeubles appartenant à des corporations et à des compagnies légalement constituées qui sont situés dans les territoires sous la juridiction des commissaires d'écoles pour les municipalités de la ville d'Ile Maligne et pour celle de Riverbend, dans le district électoral de Lac Saint-Jean, une taxe scolaire spéciale de un demi de un pour cent de l'évaluation municipale de ces immeubles.

Évalua-
tion.

Pour les fins de l'imposition de cette taxe, cette évaluation ne peut être inférieure à l'évaluation municipale en vigueur le 15 mars 1950.

Defini-
tions:
"immove-
able";

1. In this act,
a. the word "immoveable" means any land subject to the imposition of school taxes and including the buildings and improvements made thereto;

b. the words "municipal valuation" means the valuation of lands made by order of the municipal authorities.

"municipi-
pal valua-
tion".

2. A special school tax of one-half of one percent of the municipal valuation of such immoveables is levied for each of the three fiscal school years following the coming into force of this act, on the immoveables belonging to corporations and companies legally incorporated, which are situated within the territories under the jurisdiction of the school commissioners for the municipality of the town of Ile Maligne and that of the town of Riverbend, in the electoral district of Lake St. John.

Special
school tax.

For purposes of the levying of such tax, such valuation shall not be less than the municipal valuation in force on the 15th of March, 1950.

Valua-
tion.

- Rôle.** 3. Le secrétaire-trésorier de chacune des corporations de commissaires d'écoles d'Ile Maligne et de Riverbend doit, au cours du mois de juillet de chacune des années 1950, 1951 et 1952, faire un rôle de perception de cette taxe. Roll.
- Avis.** Il doit de plus, après avoir complété ce rôle, donner l'avis prévu à l'article 391 de la Loi de l'instruction publique. Notice.
- Dispositions applicables.** 4. Les dispositions de la Loi de l'instruction publique concernant l'examen, la correction et l'homologation du rôle de perception des taxes scolaires, et leur perception s'appliquent, *mutatis mutandis*, à l'examen, la correction et l'homologation du rôle préparé en vertu de l'article 3 et à la perception des taxes que ce rôle concerne. Provisions to apply.
- Intérêt.** 5. La taxe scolaire imposée en vertu de la présente loi porte intérêt à raison de cinq pour cent par année à compter du trentième jour qui suit son exigibilité. Elle se prescrit par trois ans. Interest.
- Répartition du produit.** 6. Le produit de la taxe scolaire imposée en vertu de la présente loi est réparti entre les commissaires d'écoles pour la municipalité de la ville de Saint-Joseph-d'Alma et les commissaires d'écoles pour la municipalité du village de Naudville, dans le district électoral de Lac Saint-Jean, proportionnellement au nombre d'élèves âgés de six à quatorze ans fréquentant les écoles de chacune de ces corporations scolaires, par rapport au nombre total des enfants qui les fréquentent. Apportionment of proceeds.
- Base.** 7. Cette répartition sera basée sur le rapport de la fréquentation annuelle pour chaque école durant le mois d'octobre. Basis.
- Comment effectuée.** Elle sera faite, suivant l'article 6, au cours du mois de décembre de chaque année, par la Commission municipale de Québec. How made.
- Remise.** A cette fin, chacune des corporations des commissaires d'écoles d'Ile Maligne et de Riverbend devra remettre à la Commission municipale de Québec le produit de cette taxe au fur et à mesure de sa perception. Remittance.
3. The secretary-treasurer of each of the corporations of school commissioners of Ile Maligne and Riverbend shall, during the month of July of each of the years 1950, 1951 and 1952, make a collection roll of such tax.
- He shall moreover, after having completed such roll, give the notice contemplated by section 391 of the Education Act.
4. The provisions of the Education Act concerning the examination, correction and homologation of the collection roll of school taxes, and their collection shall apply, *mutatis mutandis*, to the examination, correction and homologation of the roll prepared under section 3 and to the collection of the taxes which such roll concerns.
5. The school tax levied under this act shall bear interest at the rate of five per cent per annum as from the thirtieth day after it becomes exigible. It shall be prescribed by three years.
6. The proceeds of the school tax levied under this act shall be apportioned between the school commissioners for the municipality of the town of Saint-Joseph-d'Alma and the school commissioners for the municipality of the village of Naudville, in the electoral district of Lake St. John, proportionately to the number of pupils aged from six to fourteen years attending the schools of each of these school corporations, in relation to the total number of children attending them.
7. Such apportionment shall be based upon the report of the annual attendance for each school during the month of October.
- It shall be made in accordance with section 6, during the month of December of each year, by the Quebec Municipal Commission.
- For this purpose, each of the corporations of school commissioners of Ile Maligne and Riverbend shall remit to the Quebec Municipal Commission the proceeds of such tax as soon as collected.

Décision définitive.	La décision de la Commission municipale de Québec fixant cette répartition est définitive.	The decision of the Quebec Municipal Commission fixing such apportionment shall be final.	Final di- vision.
Entrée en vigueur.	S. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.	S. This act shall come into force on the day of its sanction.	Coming into force.